

César González Mínguez, *Algunas reflexiones sobre las crisis en la Historia: De la crisis bajomedieval a la actual*, Victoria-Gasteiz: Real Sociedad Bascongada de los Amigos del País, 2011, p. 9-55 (46 pags).

J'entre en matière sans prouver l'importance de mon sujet. On me demandera si je suis prince ou législateur pour écrire sur la politique. Je réponds que non, et que c'est pour cela que j'écris sur la politique. Si j'étais prince ou législateur, je ne perdrais pas mon temps à dire ce qu'il faut faire; je le ferais, ou je me tairais (J.-J. Rousseau, *Du contrat Social*, livre I).

Rarement médiéviste n'aura touché un sujet d'aussi brûlante actualité! Dans le cadre d'un exercice académique – son discours d'entrée à la Société Royale Basque des Amis du Pays – l'historien César González Mínguez se propose de mettre en regard la grande dépression du XIV^e siècle et la crise financière de 2008, en respectant les caractéristiques intrinsèques de chacune des deux périodes mais en soulignant comment un éclairage nouveau de la première crise peut offrir des pistes de réflexion pour sortir de la deuxième.

Le parallélisme entre les deux époques est discutable, mais César González Mínguez le défend en arguant de la fonction même de l'historien, qui ne doit pas se contenter de “prophétiser le passé” mais qui doit aussi “deviner l'avenir” (p. 13). Le balancement entre les deux époques permet de replacer le phénomène “crise”, que l'auteur perçoit comme “inhérent au devenir historique lui-même”, dans la longue durée et de tirer des leçons communes aux deux situations. L'historien conçoit ainsi son intervention comme un article de médecine préventive (p. 13): il traite, dans une première et longue partie intitulée “*La crisis bajomedieval: planteamiento historiográfico y revisión de modelos explicativos*” (p. 15-35) d'un cas de crise “à méditer”; il pointe ensuite, plus brièvement, les symptômes de la crise qui secoue le monde contemporain (“*La primera gran crisis del siglo XXI*”, p. 37-47); puis il propose dans un troisième temps quelques “remèdes” – sur la faisabilité desquels il conviendra toutefois de s'interroger – pour une possible sortie de crise (dans une courte partie intitulée “*Buscando salida a la crisis*”, p. 49-54).

L'ensemble de sa réflexion est manifestement déséquilibré (les trois parties font respectivement 20, 10 puis 5 pages) car l'auteur privilégie – mais peut-on lui en tenir grief? – ce qu'il connaît le mieux: le renversement de la conjoncture aux alentours de 1300. Le tout est rédigé dans une langue claire et dans un style soigné mais sans prétention, et c'est à peine si on peut souligner – ici et là (p. 37, p. 51) – quelques coquilles.

César González Mínguez le sait: c'est un des dogmes de l'histoire médiévale de l'après-guerre qu'il y a un “automne du Moyen Âge” et qu'il commence dès la fin du XIII^e siècle par une “crise” (sans doute faudrait-il être attentif à dire, comme le faisait Édouard Perroy, “des” crises) qui a donné lieu à une très abondante littérature critique. C'est de cette tradition historiographique, de ses forces et de ses insuffisances, dont traite l'auteur dans la première partie de son intervention. Il en récapitule tout d'abord les principaux jalons: les Congrès Internationaux d'Histoire de 1950 puis 1955 (à Paris

puis à Rome), le “débat Brenner” qui - à partir de 1976 - permit aux différentes thèses sur le sujet de s’affronter, et les travaux que Guy Bois publia cette même année (*Crise du féodalisme*) et qu’il reprit et compléta en 2000 (*La grande dépression médiévale. Le précédent d’une crise systémique*). Ce rapide parcours permet à l’auteur d’énoncer avec clarté et précision les trois axes majeurs d’interprétation qui ont présidé aux études sur la crise (p. 16): les théories catastrophistes, le paradigme malthusien mis au point par Michael Postan et remis en cause par le moderniste Robert Brenner, et les théories marxistes (que ce dernier développa) qui replacèrent les mécanismes sociopolitiques au cœur des processus de la crise.

Ayant fait le choix de limiter son étude au cas précis de la Castille, l’auteur redéfinit ensuite les limites chronologiques du phénomène et égrène les différents arguments généralement avancés pour expliquer la récession économique à la fin du Moyen Âge. Il souligne d’emblée les carences sur le sujet (inexistence d’un véritable débat sur le cas castillan, chronologie insuffisamment fine du phénomène) et postule la nécessaire révision des modèles interprétatifs traditionnels.

La théorie marxiste, mise au point dans le cas castillan par Julio Valdeón Baroque dans un article dont le titre ne peut que rappeler celui des présentes réflexions (“*Reflexiones sobre la crisis medieval en Castilla*”, 1984), est le premier objet de cette révision. Bien qu’il ne remette pas en question la validité du cadre général des thèses marxistes (pourtant un peu dogmatique, concède-t-il), César González Mínguez en pointe avec force les limites: une vision globalisante étouffant les spécificités régionales; une fréquente confusion entre monde rural et monde urbain et, surtout, un système explicatif fondé sur un antagonisme entre classes qui préexistait indéniablement à la crise et ne pouvait donc, seul, la motiver. La complexité de la crise en Occident invite ainsi, selon César González Mínguez, à diversifier les pistes de réflexion et à revenir, tout en les renouvelant, sur les thèses catastrophistes ou malthusiennes, qui insistaient tantôt sur l’aspect climatique, tantôt sur l’aspect démographique de la crise. Il se propose plus concrètement d’analyser deux facteurs: le rôle de la chute démographique et la question des rentes dans la crise féodale du XIV^e siècle (p. 21-30).

La prudence de l’auteur dès qu’il s’agit d’analyser le facteur démographique (p. 21-28) est extrême. S’inscrivant dans la révision historiographique entamée ces dernières années, il défend l’idée d’une stagnation plutôt que d’une “crise” à proprement parler et rappelle la nécessaire prise en compte des variations régionales, trop souvent négligées. Il convient en effet selon lui de minimiser l’impact du poids de la crise démographique et de réinterpréter cette dernière en tenant compte de sa forte teneur théorique (fruit d’une intense dramatisation de la part des acteurs concernés), du rôle incertain des chiffres dans une époque préstatistique et des préjugés qui entourent ce type d’analyse.

Les précautions de César González Mínguez redoublent quand il aborde la question des rentes seigneuriales, puisqu’il souligne d’entrée de jeu la “prudente nécessité de prendre en compte le risque évident des généralisations ou extrapolations abusives, qui peuvent conduire à certaines erreurs” (p. 29). Il rappelle notamment qu’il convient de ne pas unifier les situations entre rentes seigneuriales laïques et ecclésiastiques, donnant pour l’une et pour l’autre des exemples précis d’évolution. Ces exemples l’autorisent à affirmer que “les économies urbaines ont été beaucoup moins

affectées que les économies rurales” (p. 31), facteur encore trop peu pris en compte par la critique. Partant, il faudrait, selon l’auteur, parler non de chute mais de transformation des rentes et prendre soin de différencier leurs évolutions selon des critères précis (les dynasties, *trastamare* ou *pétriste*, sous lesquelles elles sont en vigueur; leur nature laïque ou ecclésiastique, etc.).

L’ensemble de l’argumentation de César González Mínguez est donc une invitation à repenser la chronologie de la crise et son existence même à la lumière de nouveaux critères. Cette démarche, certes, n’est pas nouvelle. Depuis les années 1970, nombre d’historiens – essentiellement anglophones – ont combattu l’orthodoxie régnante sur la crise féodale et ont invoqué d’autres modèles explicatifs (modèle monétariste; modèle construit par le prix Nobel d’économie Douglas North; modèle de l’*“integration crisis”* défendu par Larry Epstein, etc.). L’originalité de César González Mínguez consiste à croiser ces différents critères et à affiner tous et chacun d’entre eux pour une étude à la fois plus globale mais aussi moins systématique du phénomène.

Après avoir traité de la variété et de la complexité des causes de la grande crise du Moyen Âge occidental, l’auteur s’intéresse aux conséquences de cette dernière sur les mentalités et sur la culture médiévales. Il pointe ainsi, en se basant sur les conclusions de Juan Carlos Martín Cea, une conscience accrue de la fragilité de l’existence humaine, une augmentation des pratiques testamentaires, un accroissement de la rigueur et de l’ascétisme dans la vie quotidienne, une multiplication des discours apocalyptiques et des interprétations aux tonalités millénaristes. Il ajoute ensuite quelques observations de son propre cru, comme la naissance, dans les pouvoirs publics, d’une volonté d’assurer l’hygiène publique (afin de contenir les épidémies), l’émergence d’une moralité et d’une rigueur croissantes, et un subséquent accroissement de la pression contre les juifs. L’auteur dresse donc le constat (qui pourrait certes être quelque peu nuancé, car la crise de la mentalité médiévale s’est *aussi* traduite par l’abandon de normes religieuses et culturelles trop rigides et par l’apparition des mouvements hérétiques...) d’une dérive de la société médiévale vers l’intransigeance.

Après ce parcours détaillé de la grande dépression, les pages sur la crise de 2008 (p. 37-49) revêtent certes un caractère plus anecdotique mais ne manquent pas pour autant d’intérêt. Les premières réflexions de César González Mínguez s’articulent autour de l’analyse d’un des derniers événements en date de la “crise” qui secoue l’Europe depuis 2008: le “mardi noir” espagnol, du 23 novembre 2010, qui précipitait encore un peu plus l’Espagne en queue du peloton européen. Il souligne ensuite la gravité de deux facteurs déterminants dans la crise qui mine l’Espagne (p. 40), à savoir l’éclatement de la bulle immobilière et l’augmentation du taux de chômage, notamment chez les jeunes de moins de 25 ans. Pour lutter contre ces deux phénomènes, l’auteur suggère deux types de solutions, dont le bien-fondé semble indéniable mais dont la faisabilité est, de son aveu même, plus discutable: la dynamisation générale de l’économie afin de créer de nouveaux emplois d’une part, une répartition rationnelle de la masse globale de travail de l’autre. Il s’agirait donc de réformer structurellement le marché du travail, ce qui – outre un fort coût social – suppose un accord préalable entre les forces politiques et syndicales du pays, accord sans doute urgent mais... hautement utopique. L’auteur est conscient de cette aporie, dont témoigne par ailleurs la grève générale lancée le 29 septembre 2010 à laquelle il renvoie non sans une certaine amertume. La troisième solution envisagée par l’historien est, elle, d’ordre fiscal: il

affirme sans ciller la nécessité, voire l'urgence, de mettre un frein sévère à la fraude fiscale...

Si ces mesures peuvent concerner tous les pays européens pris dans la tourmente, les deux dernières remarques formulées par l'auteur concernent plus spécifiquement le système politique espagnol dont il n'hésite pas à critiquer l'éclatement politique et le paternalisme étatique. Il en appelle tout particulièrement à une "histoire commune" et à la fin des intérêts particuliers de chaque autonomie, particularisme qui nuit, selon lui, à une solution globale de sortie de crise. Il conclut cette série de réflexions sur le cas espagnol sur l'idée du retour – comme au Moyen Âge – à un "prix juste" (p. 40). César González Mínguez fait ainsi le vœu pieux d'une société plus raisonnable et moins axée sur le profit immédiat, insistant sur la nécessité de marges plus modérées.

C'est dans cette perspective qu'il rédige la dernière partie de son intervention, intitulée "à la recherche d'une sortie de crise" (p. 49), dans laquelle il met en question la survivance du modèle économique capitaliste, dans la lignée des réflexions sur le capitalisme menées par Nikolaus Piper, Joseph Schumpeter, Alberto Recarte, Santiago Niño Becerra ou Francis Fukuyama (que l'auteur accuse par ailleurs de mutisme face à la crise actuelle, alors même que l'économiste américain a collaboré à une réflexion sur l'état du capitalisme dans *Jours de colère. L'esprit du capitalisme* en 2009). César González Mínguez fait pour sa part l'hypothèse d'une solution de la crise qui impliquerait la disparition du capitalisme et son remplacement par un nouveau "mode de production globale", plus égalitaire et respectueux de l'humain.

Établissant un parallèle avec la situation médiévale, l'auteur préconise un changement de mentalité qui, selon lui, sera le seul à pouvoir sortir la société de la crise actuelle. Il égrène les valeurs négatives qui gangrènent la société actuelle: un matérialisme excessif, un appât illimité du gain, un manque de vrais idéaux et de valeurs morales, un faible esprit de solidarité, valeurs qu'accentue encore – dans le cas espagnol – le manque d'un vrai leader politique qui permettrait de fonder une nouvelle modernité... La vraie solution se trouverait donc de son point de vue dans un changement de mentalité et dans une nouvelle attitude face aux ressources communes. César González Mínguez prône ainsi un véritable plan d'austérité (il invite ses concitoyens à "se serrer la ceinture", p. 43), auquel on sait aujourd'hui, presque un an après les événements relatés par l'auteur, que l'Espagne n'a pas pu échapper!

Sophie Hirel-Wouts
Université Paris Est/Marne-la-Vallée. France
sophie.hirel@laposte.net

Fecha de recepción: 9 de diciembre de 2011
Fecha de aceptación: 21 de diciembre de 2011

Publicado: 31 de diciembre de 2011

Para citar: Sophie Hirel-Wouts, "César González Mínguez, *Algunas reflexiones sobre las crisis en la Historia: De la crisis bajomedieval a la actual*, Victoria-Gasteiz: Real Sociedad Bascongada de los Amigos del País, 2011, p. 9-55 (46 pags)", *Historiografías*, 2 (julio-diciembre, 2011): pp. 130-133, <http://www.unizar.es/historiografias/historiografias/numeros/1/5.pdf>